

# LONDA 2025

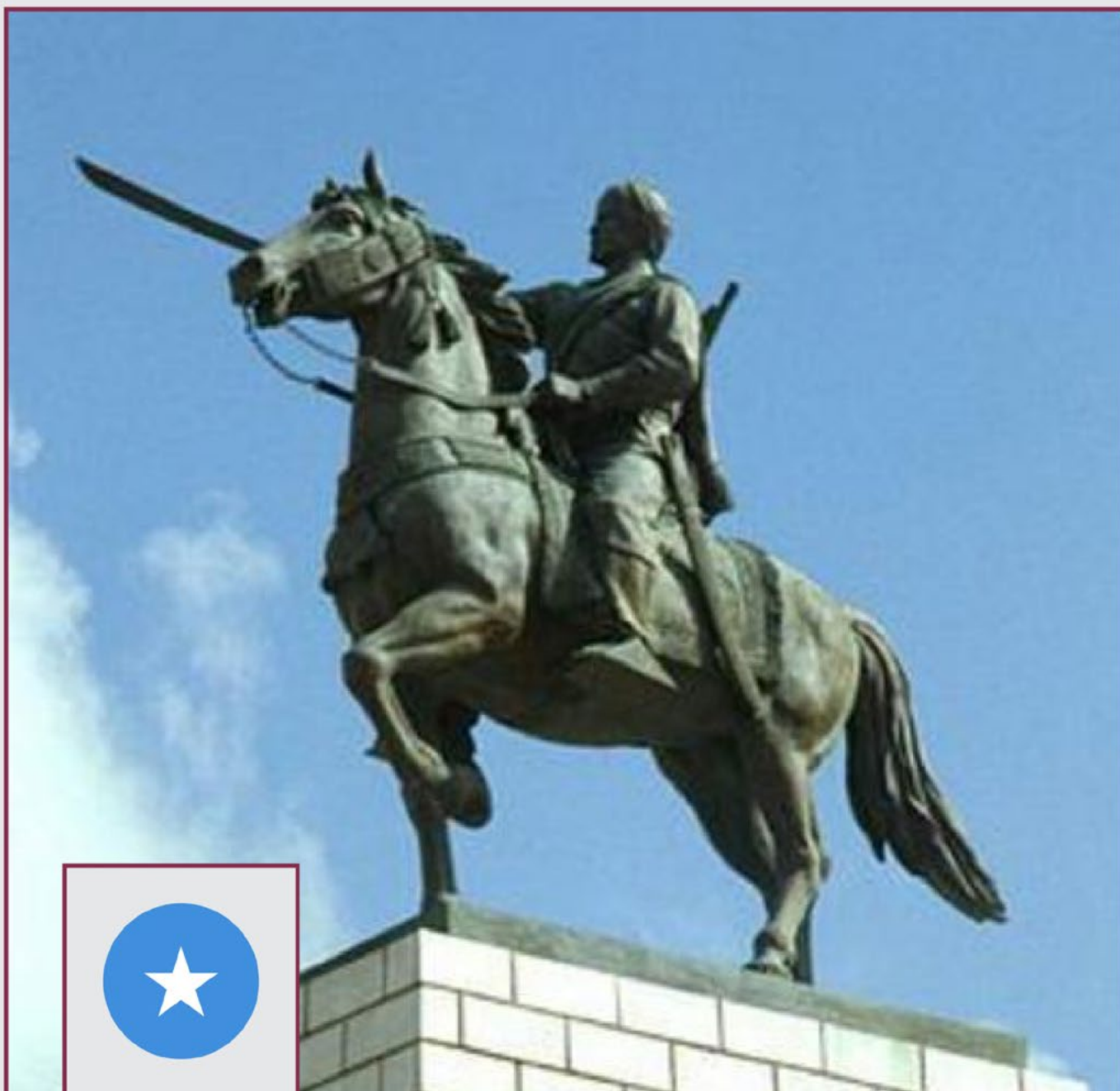
Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

## Somalie

Rapport national



PARADIGM  
INITIATIVE



# LONDA 2025

## Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Rapport produit et publié par Paradigm Initiative  
Avril 2026

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme, à condition que le crédit approprié soit accordé aux éditeurs et que l'œuvre soit présentée sans aucune déformation.

**Copyright ©2026 Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria.  
media@paradigmhq.org  
www.paradigmhq.org



Licence Creative Commons Attribution  
- Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de  
Modification (CC BY-NC-ND)

ISBN: 978-978-68-6631-4



# Somalie

Par Ayaan Khalif and Abdifatah Ali

## Résumé

En 2025, l'écosystème numérique de la Somalie a été marqué par une expansion rapide et une complexité croissante, avec des avancées significatives dans des domaines clés tels que l'accès à Internet, la liberté d'expression et l'accès à l'information, la protection des données et la cybersécurité, la vie privée et la surveillance, la censure et la modération des contenus, l'inclusion numérique et l'IA, et les technologies émergentes. La connectivité Internet s'est développée à un rythme sans précédent, principalement grâce à la croissance du haut débit

mobile et à l'introduction des services Internet par satellite, accélérant ainsi la transition de la Somalie vers une connectivité de masse. Cependant, les cadres de gouvernance, la supervision institutionnelle et la protection des droits n'ont pas évolué au même rythme. En utilisant l'indice « The Score »<sup>1</sup>, développé par Paradigm Initiative et fondé sur les principes décrits dans la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples<sup>2</sup>, la Somalie obtient un score de 32 sur 60 en 2025, ce qui reflète

des progrès modestes par rapport à l'évaluation précédente tout en mettant en évidence des lacunes persistantes en matière d'application, de responsabilité et d'accès équitable. Des défis majeurs subsistent dans la mise en œuvre de la protection des données, la gouvernance des plateformes, les garanties en matière de surveillance et l'inclusion numérique effective. À cela s'ajoutent les risques émergents liés à l'adoption de l'IA en l'absence de cadres réglementaires finalisés. Le rapport recommande un renforcement de l'application des lois numériques existantes, la finalisation de la stratégie nationale en matière d'IA assortie de garanties en matière de droits de l'homme, l'intégration d'objectifs d'inclusion numérique dans la planification nationale du développement, une responsabilisation et une transparence accrues des plateformes, l'élargissement des partenariats public-privé pour la connectivité, ainsi qu'un rôle accru de la société civile et des médias dans la surveillance des violations des droits, la promotion de l'accès à l'information et la promotion de la culture numérique et de la défense de l'intérêt public.

1. The Score Index framework: <https://paradigmhq.org/londa-score-index/>
2. The principles described in the African Commission on Human and Peoples' Rights Declaration of Principles on Freedom of Expression and Access to Information: <https://achpr.au.int/en/node/902>

## Introduction

Depuis 2016, le paysage numérique de la Somalie a connu une profonde transformation. À cette époque, l'accès à Internet était extrêmement limité, largement confiné aux grands centres urbains, avec des infrastructures faibles, une surveillance réglementaire minimale et de faibles niveaux d'adoption du numérique. Au fil des ans, les investissements soutenus du secteur privé et la demande croissante de services mobiles ont entraîné une expansion rapide, plaçant l'Internet mobile et les services financiers mobiles au cœur de la communication, du commerce et de la prestation de services au quotidien. En 2025, la Somalie était passée d'une connectivité fragmentée à une adoption massive d'Internet. Un tournant notable dans cette trajectoire s'est produit en 2025 lorsque le<sup>3</sup> Starlink a obtenu l'autorisation réglementaire d'opérer en Somalie, introduisant ainsi des services Internet par satellite qui n'existaient pas les années précédentes. Bien que l'Internet par satellite reste inabordable pour la plupart des ménages et ne soit pas encore une solution généralisée, son entrée sur le marché marque une diversification des options de connectivité et une nouvelle phase dans le développement des infrastructures numériques de la Somalie.

Au niveau de la gouvernance, la Somalie a exprimé une ambition politique croissante, notamment par l'adoption de stratégies numériques nationales et de réglementations sectorielles. Pourtant, la mise en œuvre reste inégale, et les capacités institutionnelles continuent d'accuser un retard face à l'influence croissante des plateformes technologiques mondiales et des opérateurs de télécommunications nationaux. Des questions telles que la protection des données, la cybersécurité, la modération des contenus et la surveillance prennent de plus en plus d'importance, en particulier à mesure que les outils numériques s'intègrent dans la gouvernance, les élections, la prestation de services et le débat public.

Ce rapport va au-delà des indicateurs d'accès pour examiner les conditions structurelles qui façonnent les libertés en ligne, l'inclusion et la responsabilité. Ce faisant, il vise à contribuer à des discussions fondées sur des données factuelles sur la manière dont la Somalie peut concilier une croissance numérique rapide et la protection des droits fondamentaux en 2025 et au-delà.

3. Starlink in Somalia: <https://spaceinfrica.com/2025/04/13/somalia-grants-operational-license-to-starlink-expanding-internet-access-across-the-nation/>

## Accès à

## Internet

En 2025, l'écosystème numérique de la Somalie se caractérisait par la vitesse. L'accès à Internet s'est développé à un rythme sans précédent, transformant la manière dont les citoyens communiquent, accèdent aux services, participent à la vie civique et interagissent avec l'État. Le taux de pénétration national d'Internet a doublé, passant de 27,6 % début 2024<sup>4</sup> à environ 55 % en 2025. Au cours de l'année écoulée, la connectivité est passée d'un privilège réservé aux populations urbaines à un service de plus en plus généralisé, même si de profondes inégalités persistent. L'accès à Internet est désormais au cœur de la participation civique, de l'activité économique, de l'accès à l'information et du paysage plus large des droits numériques dans le pays.

Début 2025, la Somalie comptait environ 10,7 millions d'internautes.<sup>5</sup> Représentant environ 55 % de la population, cette croissance a été largement tirée par la généralisation du haut débit mobile, la plupart des utilisateurs

accédant à Internet via des smartphones utilisant les réseaux 3G et 4G LTE. Avec 11,3 millions de connexions mobiles<sup>6</sup> pour une population de 19,3 millions d'habitants, l'utilisation du mobile est très répandue. Le haut débit fixe reste limité, ce qui signifie que l'Internet mobile continue de servir de principale porte d'entrée vers l'espace numérique pour la plupart des Somaliens. Le développement des infrastructures a également contribué à cette expansion. Les entreprises de télécommunications locales ont continué d'investir dans la couverture réseau, en particulier dans les grands centres urbains tels que Mogadiscio, Hargeisa et Garowe.

Malgré ces progrès, les lacunes en matière de culture numérique, l'approvisionnement électrique peu fiable et l'application limitée de la réglementation continuent de restreindre un accès significatif.<sup>7</sup>

Conscient de ces défis, le gouvernement fédéral de Somalie a défini une stratégie de transformation numérique (2025–2030), mettant l'accent sur l'extension des infrastructures, les services publics numériques et l'accès inclusif comme piliers du développement national.<sup>8</sup> La manière dont ces engagements se traduiront par des droits équitables en

4. Internet penetration in 2024: <https://datareportal.com/reports/digital-2024-somalia>

5. Number of internet users in Somalia: <https://datareportal.com/reports/digital-2025-somalia>

6. Mobile connections in Somalia 2025: <https://datareportal.com/reports/digital-2025-somalia>

7. Digital literacy and inclusion gaps – Hivos Somalia Country Focus Report: <https://eusee.hivos.org/assets/2025/11/Somalia-Country-Focus-Report.pdf>

8. Digital Inclusion Policy: [https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2025/08/Somalia-Digital-Inclusion-Policy\\_High-Level-Policy-document.pdf](https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2025/08/Somalia-Digital-Inclusion-Policy_High-Level-Policy-document.pdf)

matière d'accès à Internet reste une question cruciale pour la gouvernance et la responsabilité en 2025 et au-delà. Comme en 2024, la Somalie n'a connu aucune coupure d'Internet imposée par le gouvernement à l'échelle nationale en 2025. Si les périodes antérieures ont été marquées par l'instabilité et des perturbations de la connectivité liées aux infrastructures, celles-ci n'étaient pas le résultat de coupures délibérées à l'échelle nationale. Cependant, des restrictions ciblées ont été imposées à certaines plateformes, comme les interdictions de 2023<sup>9</sup> visant Telegram, TikTok et 1xBet, qui illustrent une censure sélective susceptible de perturber certaines formes d'engagement numérique et de communication civique.

## Liberté d'expression et

## accès à l'information

## en Somalie

espaces physiques et numériques. Bien que la Constitution provisoire<sup>10</sup> garantisse le droit

à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, l'exercice concret de ces droits continue d'être

entravé par des cadres juridiques restrictifs, des pratiques répressives motivées par des considérations de sécurité et de faibles garanties institutionnelles en faveur de l'indépendance des médias. L'année 2025 a été marquée par des évolutions institutionnelles notables susceptibles d'avoir des implications pour la protection des droits de l'homme, y compris la liberté d'expression. Le 3 juillet 2025, le Conseil des ministres somalien a approuvé la nomination de neuf membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (NIHRC)<sup>11</sup>, faisant ainsi progresser la mise en place, longtemps retardée, d'un organe de contrôle constitutionnel.

Ce processus a été consolidé le 10 décembre 2025, lorsque le président de la Somalie a promulgué la loi portant création de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, lui conférant ainsi officiellement un mandat légal.<sup>12</sup> L'approbation présidentielle a coïncidé avec la commémoration par la Somalie de la Journée internationale des

9. The 2023 Somalia platforms ban: <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/26/outcry-in-somalia-over-government-decision-to-ban-tiktok-telegram>

10. The Provisional Constitution of the Federal Republic of Somalia 2012: <https://www.wipo.int/wipolex/en/legislation/details/14305>

11. National Independent Human Rights Commission (NIHRC): <https://sonna.so/en/somali-cabinet-ap-proves-nine-candidates-for-national-independent-human-rights-commission/>

12. Signing the law of the Independent National Human Rights Commission: <https://www.hiiraan.com/news4/2025/>

droits de l'homme, inscrivant ainsi la promulgation de la loi dans le contexte plus large des célébrations nationales des droits de l'homme. Si ces mesures constituent un progrès par rapport aux années précédentes, la mesure dans laquelle la NIHRC protégera efficacement la liberté d'expression et l'accès à l'information dépendra de son indépendance, de ses ressources et de sa capacité à agir sans ingérence politique.

Le cadre juridique et réglementaire régissant l'activité des médias continue de déterminer les conditions de travail des journalistes. La loi somalienne sur les médias de 2019, modifiée en 2020,<sup>13</sup> reste le principal cadre réglementant les médias audiovisuels et la presse écrite. Cependant, cette loi n'a jamais respecté les normes internationales en matière de liberté d'expression, et la version modifiée n'a guère remédié à ces lacunes. Parmi les principales préoccupations figurent les dispositions qui criminalisent l'expression et certains aspects de la profession de journaliste elle-même, les critères restrictifs déterminant qui peut exercer le journalisme, et l'imposition de directives éthiques dictées par l'État. La loi soulève également de sérieuses questions concernant l'indépen-

dance et la composition du Conseil des médias somaliens, ainsi que les poursuites judiciaires pour des infractions médiatiques vaguement définies. Les dispositions relatives à la délivrance de cartes de presse et à l'imposition d'amendes d'un montant indéterminé aux journalistes et aux organisations médiatiques renforcent encore davantage le contrôle de l'État.<sup>14</sup>

En 2025, les journalistes ont continué de faire l'objet d'ingérences arbitraires dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Les rapports de suivi produits par Safe Reporters of Somalia (SRS) ont documenté de multiples incidents tout au long de l'année, impliquant des actes d'intimidation, des détentions de courte durée, des entraves à l'exercice de leurs fonctions et la confiscation des appareils électroniques des journalistes par les agences de sécurité et les autorités locales.<sup>15</sup> Ces incidents ont été enregistrés sur plusieurs mois, ce qui indique une tendance récurrente plutôt que des événements isolés. De telles pratiques, souvent mises en œuvre sans inculpation formelle ni contrôle judiciaire, contribuent à l'autocensure et compromettent la capacité des journalistes à rendre compte librement, en particulier sur les

[Dec/203885/somali\\_president\\_signs\\_law\\_establishing\\_independent\\_national\\_human\\_rights\\_commission.aspx](https://sonna.so/en/the-president-of-fgs-signs-into-law-somalia-media-law/)

13. Amended Somalia's Media Law: <https://sonna.so/en/the-president-of-fgs-signs-into-law-somalia-media-law/> (Accessed on

14. Statement on the amended media law: <https://nuso.org/2020/08/26/statement-on-the-amended-media-law-signed-by-the-president-of-somalia/>

15. Monitoring reports produced by Safe Reporters of Somalia (SRS): <https://srssomalia.org/wp-content/uploads/2025/11/SRS-QUARTERLY-REPORT-2.pdf>

questions de gouvernance, de sécurité et de responsabilité.

Les médias, particulièrement les médias communautaires et régionaux, sont également restés exposés à des restrictions administratives. En 2025, Radio Marka, une station de radio locale desservant les communautés de la Basse-Shabelle, a annoncé une suspension temporaire de ses activités<sup>16</sup> suite aux pressions et aux restrictions imposées par les autorités. Cette suspension illustre la fragilité de l'environnement opérationnel des médias indépendants au niveau infranational, où la radio reste une source d'information principale pour le public. Les mesures prises à l'encontre des médias sont généralement mises en œuvre sans procédures transparentes ni voies de recours efficaces, ce qui porte atteinte au pluralisme des médias et limite l'accès à des points de vue diversifiés.

Le projet de loi sur l'information officielle (OIB), approuvé par le Conseil des ministres en 2024,<sup>17</sup> est resté en attente d'examen parlementaire tout au long de l'année 2025. En conséquence, la Somalie continue de ne pas disposer d'un cadre juridique spécifique régissant l'accès à l'information publique.

Ce retard prolongé a entretenu l'incertitude autour de la gouvernance de l'information et limité les possibilités de contrôle public de l'action de l'État. En l'absence de débat et d'approbation parlementaires, les dispositions constitutionnelles n'ont pas été traduites en mécanismes opérationnels accessibles aux journalistes, aux organisations de la société civile ou au grand public.

Le débat public sur le projet de loi s'est poursuivi tout au long de l'année, incluant les réflexions des acteurs politiques impliqués dans son élaboration initiale. Dans un commentaire public publié après avoir quitté ses fonctions, un ancien conseiller à la sécurité nationale a souligné l'importance d'adopter une loi sur l'accès à l'information tout en mettant en garde contre des dispositions susceptibles de nuire à la transparence ou d'étendre le secret discrétionnaire.<sup>18</sup> Ces points de vue font écho à des préoccupations plus générales soulevées par les médias et les acteurs de la société civile concernant des exemptions vagues, des garanties insuffisantes contre les abus et le risque de décourager la recherche légitime d'informations.

Les évolutions observées en 2025 indiquent

16. Temporary suspension of Radio Marka: <https://en.kaabtv.com/marka-fm-somalia-announces-temporary-suspension-of-operations/>

17. Criticism on the Information Bill: <https://shabellemedia.com/somalias-democracy-at-risk-global-outcry-over-official-information-bill/>

18. Commentary published after leaving office, a former National Security Advisor: <https://husseinsheikhali.substack.com/p/why-somalia-must-pass-the-official>

des progrès limités dans le renforcement de la liberté d'expression en Somalie. La persistance de dispositions juridiques restrictives, combinée à des pratiques avérées d'application arbitraire et à des garanties insuffisantes pour la sécurité physique et numérique des journalistes, souligne les écarts persistants entre les garanties constitutionnelles et les réalités vécues. Sans réformes visant à garantir une réglementation indépendante, le respect des procédures régulières et l'alignement sur les normes régionales et internationales en matière de droits de l'homme, la liberté d'expression reste fragile et inégalement protégée à l'échelle nationale.

## **Protection des données**

## **et cybersécurité**

En 2025, le paysage de la protection des données et de la vie privée en Somalie reflétait des progrès juridiques et institutionnels modérés, parallèlement à des défis persistants en matière de mise en œuvre. La loi sur la protection des données, promulguée en mars 2023,<sup>19</sup> reste le principal cadre ju-

ridique du pays régissant la collecte, le traitement et la protection des données à caractère personnel dans les secteurs public, privé et à but non lucratif. La loi établit les droits fondamentaux des personnes concernées, notamment les droits d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition au traitement des données à caractère personnel, ainsi que des garanties contre certaines formes de prise de décision automatisée. Elle impose également aux responsables du traitement et aux sous-traitants l'obligation de mettre en œuvre des mesures de sécurité appropriées, de réaliser des évaluations des risques et de notifier les violations de données aux autorités compétentes. L'Autorité de protection des données a poursuivi sa phase de mise en place institutionnelle. Les efforts se sont concentrés sur l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations, le recours à une expertise juridique et technique, et le lancement d'activités de sensibilisation destinées aux institutions publiques et privées. Si ces mesures témoignent de progrès vers la mise en œuvre, les capacités d'application restent limitées. Dans la pratique, les institutions continuent de rencontrer des difficultés pour interpréter et appliquer la loi, difficultés aggravées par un accès limité aux conseils pratiques et aux documents réglementaires nécessaires à la conformité.

Parallèlement à ces défis, des mesures ont

19. 2023 Data Protection Act: <https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2023/07/Somalia-Data-Protection-Act-2.pdf>

été prises pour renforcer les capacités techniques en matière de sécurité des données et de cyber-résilience. L'Autorité nationale des communications (NCA) travaille activement au renforcement de la cybersécurité nationale et a lancé la certification Global ACE Cybersecurity en collaboration avec l'université SIMAD et CyberSecurity Malaysia,<sup>20</sup> qui s'inscrit dans le cadre de la mise en place du SomCIRT,<sup>21</sup> une équipe nationale d'intervention en cas d'urgence informatique, afin d'améliorer la réponse aux incidents et la coordination. Si ces initiatives contribuent positivement à l'écosystème plus large de la protection des données, leur efficacité dépendra de la coordination avec l'Autorité de protection des données, de la transparence et de l'élaboration de conseils de conformité accessibles.

## Confidentialité et surveillance

Fin 2025, une grave faille de sécurité de la plateforme de visa électronique récemment

lancée en Somalie a exposé les données personnelles de milliers de demandeurs de visa, avec au moins 35 000 enregistrements compromis.<sup>22</sup> Cette faille a soulevé des questions concernant la gouvernance, la responsabilité et la protection des informations personnelles sensibles collectées par le biais des services publics numériques. Les préoccupations relatives à la confidentialité des données se sont également étendues au déploiement du système national d'identification de la Somalie.

Le débat public de 2025 a mis en évidence les craintes pour le stockage et le traitement des informations personnelles associées aux nouvelles cartes d'identité délivrées par l'Autorité nationale d'identification et d'enregistrement (NIRA)<sup>23</sup>, notamment l'incertitude quant à savoir qui gère, consulte et stocke les données personnelles. Certains membres du public ont exprimé leur méfiance face au manque de transparence entourant les pratiques de gestion des données, en particulier lorsque celles-ci risquaient d'être stockées à l'étranger. Bien que les données exhaustives sur les pouvoirs officiels de surveillance de l'État en 2025 soient rares, les rapports de la

20. Launch of Global ACE certification: <https://nca.gov.so/nca-and-simad-university-launch-global-ace-cybersecurity-certification-in-somalia/>

21. SomCIRT: <https://somicirt.gov.so/>

22. The 2025 E-Visa breach: <https://www.aljazeera.com/news/2025/12/18/new-somalia-evisa-security-puts-passport-details-of-thousands-at-risk>

23. Concerns on the new National Identification system: <https://garoweonline.com/en/news/somalia/somalia-s-new-national-id-system-raises-data-privacy-fears>

société civile indiquent que le harcèlement numérique et l'ingérence dans les communications des journalistes constituaient des problèmes graves. Les femmes journalistes et les professionnels des médias ont été confrontés à des attaques en ligne et à la censure de contenus; ces cas montrent comment la modération des contenus et la gestion des comptes peuvent avoir pour effet de réduire au silence l'expression numérique des journalistes, ce qui a des implications en matière de vie privée pour les personnes qui dépendent des plateformes en ligne pour leur travail.<sup>24</sup>

## Censure et modération

### des contenus

Les pratiques de censure et de modération des contenus en Somalie ont continué de poser des défis à la liberté d'expression, en particulier pour les journalistes et les professionnels des médias. Des preuves documentées par l'Union nationale des journalistes somaliens (NUSOJ) montrent que les autorités ont à plusieurs reprises interféré avec les contenus journalistiques par le bi-

ais d'intimidations, d'arrestations et de pressions visant à censurer ou à supprimer des reportages.<sup>25</sup> Ces actions ont contribué à créer un environnement restrictif dans lequel les journalistes ont fait l'objet de représailles pour avoir publié des contenus critiques, renforçant ainsi une autocensure généralisée.

La NUSOJ a noté que ces mesures étaient souvent justifiées par des raisons de sécurité nationale, mais qu'elles étaient mises en œuvre sans transparence ni garanties judiciaires adéquates, ce qui soulève des inquiétudes quant au respect des normes internationales en matière de liberté d'expression.

La modération des contenus sur les plateformes numériques est également apparue comme une préoccupation croissante, en particulier pour les femmes journalistes. L'Association des femmes des médias somaliens (SOMWA) a signalé une augmentation de la censure et des restrictions en ligne visant les femmes journalistes,<sup>26</sup> notamment la suspension ou la désactivation de comptes de réseaux sociaux utilisés pour le reportage professionnel et l'engagement public. Ces mesures ont directement limité la capacité des journalistes à diffuser des informations, à interagir avec leur public et à maintenir leur visibilité dans le débat public. La SOMWA a souligné que le manque de clarté concernant la suppression de contenus ou la restriction

24. Content censorship on media workers: <https://allafrica.com/stories/202509160087.html>

25. National Union of Somali Journalists: <https://nuso.org/2025/09/15/no-democracy-without-media-freedom-in-somalia-nuso-j-says/>

26. Censorship and online restrictions targeting women journalists: <https://somwa.org/the-somwa-report-warns-of-rising-attacks-censorship-and-discrimination-against-women-journalists-in-somalia/>

d'accès aux comptes a intensifié la peur et l'incertitude, décourageant davantage la liberté d'expression en ligne.

Les données disponibles indiquent que la censure en Somalie en 2025 ne s'est pas caractérisée par des coupures d'Internet à l'échelle nationale, mais par des pratiques ciblées et incohérentes affectant les contenus médiatiques et l'expression en ligne. L'impact combiné de la pression de l'État sur les contenus journalistiques et de la modération opaque au niveau des plateformes a continué de restreindre l'espace civique, en particulier pour les journalistes qui s'appuient sur les plateformes numériques comme principaux outils de reportage et de communication.

## IA et technologies

### émergentes

L'engagement de la Somalie en faveur de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies émergentes a considérablement évolué, passant d'une phase d'expérimentation informelle à un développement institutionnel et à une planification stratégique. Le pays est ainsi passé d'une exploration préliminaire de l'IA à la mise en place d'écosystèmes structurés, soutenus par des institutions gouvernemen-

tales, l'élaboration de stratégies, l'engagement du monde universitaire et la participation internationale. Ces développements marquent un tournant majeur par rapport aux années précédentes, où les discussions sur l'IA étaient essentiellement académiques ou ponctuelles. Toutefois, pour exploiter pleinement le potentiel socio-économique et de gouvernance des technologies émergentes, il faudra mettre en place des mécanismes réglementaires plus solides, des garanties éthiques et des stratégies de mise en œuvre. En 2025, la Somalie a poursuivi sur cette lancée en élaborant une stratégie nationale en matière d'IA (2025-2030) destinée à orienter la mise en œuvre, la réglementation et l'adoption intersectorielle de l'IA, bien que le document stratégique final soit encore en cours de finalisation dans le cadre de politiques numériques plus larges, telles que la stratégie de transformation numérique (2025-2030).<sup>27</sup> Les consultations sur la politique numérique nationale, soutenues par le ministère des Communications et de la Technologie (MoCT) et l'Autorité nationale des communications (NCA) en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), reflètent une meilleure harmonisation de la planification en matière d'IA avec les priorités nationales de développement. Sur la scène internationale, la Somalie a participé activement aux discussions sur l'éthique de l'IA, notamment au 3e Forum mondial sur l'éthique de l'in

27. Digital Transformation Strategy (2025–2030): <https://nca.gov.so/somalia-launches-national-consultation-on-the-digital-transformation-strategy-2025-2030/>

telligence artificielle co-organisé par l'UNESCO,<sup>28</sup> où des responsables somaliens ont pris part à des dialogues sur la gouvernance éthique de l'IA et les évaluations de l'état de préparation, soulignant que la Somalie avait été sélectionnée parmi les pays pilotes pour tester les outils de l'UNESCO d'évaluation de l'état de préparation à la gouvernance de l'IA, une étape importante vers l'alignement des efforts nationaux sur les cadres éthiques mondiaux. De plus, l'appel lancé par l'UNESCO pour recruter un expert national principal chargé de soutenir la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA<sup>29</sup> témoigne d'une première évolution vers l'intégration des principes éthiques dans les structures nationales de gouvernance de l'IA.

Parallèlement à cette évolution institutionnelle, le Centre national somalien pour l'IA (SNAIC)<sup>30</sup> a été créé. Il s'agit d'un organisme affilié au gouvernement dédié à la recherche, à l'innovation, au renforcement des capacités et au conseil en matière de politiques dans le domaine de l'IA. Le développement de l'écosystème local est en outre soutenu par des initiatives communautaires telles que

AI Somalia,<sup>31</sup> qui promeut la formation en IA, les ateliers et le développement des talents en collaboration avec des universités et des partenaires industriels. L'engagement universitaire s'étend également, l'Institut SIMAD AI<sup>32</sup> de l'Université SIMAD devenant un pôle national pour la recherche et l'enseignement en IA, une évolution qui n'existait pas les années précédentes.

Les technologies émergentes au-delà de l'IA, telles que la blockchain, la réalité virtuelle (RV), les technologies de reconnaissance faciale (FRT) et autres innovations similaires, ne sont pas encore largement déployées ni réglementées par la politique nationale, bien que les discussions autour de la coopération technologique, y compris un cadre de collaboration avec l'Arabie saoudite sur l'IA et les technologies spatiales, indiquent un champ d'action élargi pour la future gouvernance technologique et la coopération en matière d'infrastructures.<sup>33</sup>

28. Somalia's selection among countries to pilot UNESCO's AI governance readiness tools: <https://sonna.so/en/somalia-participates-in-3rd-global-forum-on-the-ethics-of-artificial-intelligence/>

29. UNESCO'S call for Lead National Expert for Somalia: <https://www.unesco.org/en/articles/call-expression-interest-lead-national-expert-somalia-unesco-regional-office-eastern-africa-social>

30. Somalia National AI Center: <https://snaic.gov.so/>

31. AI Somalia Community: <https://aisomalia.ai/>

32. SIMAD AI Institute: <https://ai.simad.edu.so/>

33. Somalia and Saudi Arabia Partner to Advance AI and Space Technology: <https://sonna.so/en/somalia-and-saudi-arabia-partner-to-advance-ai-and-space-technology/>

## Inclusion numérique

En 2025, le programme d'inclusion numérique de la Somalie a bénéficié d'un élan politique significatif et d'un engagement multipartite, mais des écarts persistants continuent de déterminer dans quelle mesure la population peut participer de manière équitable à la société numérique. L'un des événements marquants du début de l'année a été l'approbation officielle de la Politique d'inclusion numérique de la Somalie et de la Stratégie de gouvernance accélérée par le Conseil des ministres du gouvernement fédéral.<sup>34</sup>

Cette politique historique vise explicitement les obstacles de longue date à un accès équitable aux TIC, en mettant l'accent sur l'accessibilité financière, l'extension des infrastructures, la culture numérique et la sensibilisation ciblée des groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes, les populations rurales et les personnes handicapées. Ses objectifs comprennent l'amélioration de l'accès à des services Internet abordables et fiables, le renforcement du développement des compétences numériques et la garantie

que les communautés défavorisées puissent bénéficier des outils et services numériques. En complément de cette politique, l'Autorité nationale des communications (NCA) a lancé des initiatives de sensibilisation et de renforcement des capacités afin de promouvoir l'inclusion numérique de manière concrète. La NCA a organisé à Mogadiscio la Journée de l'acceptation universelle 2025, un événement multipartite visant à garantir que tous les noms de domaine et adresses électroniques valides soient utilisables sur l'ensemble des systèmes connectés à Internet.<sup>35</sup> Cette approche technique axée sur l'inclusivité souligne l'importance non seulement de la connectivité, mais aussi d'un environnement Internet accessible, adapté au contexte local et linguistiquement diversifié.

Les efforts en matière d'inclusion numérique se reflètent également dans le paysage plus large de la gouvernance numérique en Somalie. La Stratégie de transformation numérique (2025-2030), actuellement en consultation nationale avec des partenaires tels que l'Union internationale des télécommunications (UIT), met l'accent sur la croissance inclusive et le renforcement des capacités en tant que piliers stratégiques.<sup>36</sup> Ces consultations soulignent la nécessité de politiques

34. Digital Policy and the Accelerated Governance Strategy: <https://moct.gov.so/en/the-council-of-ministers-approves-the-inclusive-digital-policy-and-the-accelerated-governance-strategy-mogadishu-somalia-23rd-january-2025>

35. Universal Acceptance Day: <https://nca.gov.so/nca-hosts-universal-acceptance-day-to-promote-digital-inclusion/>

36. Consultation Workshop to validate Somalia's Digital Transformation Strategy (2025–2030): <https://nca.gov.so/somalia-launches-national-consultation-on-the-digital-transformation-strategy-2025-2030/>

coordonnées pour développer les infrastructures, renforcer le capital humain et favoriser les partenariats public-privé qui soutiennent la participation à l'économie numérique.

Sur le terrain, les partenariats entre les acteurs du secteur privé et les organisations humanitaires contribuent à étendre l'inclusion au-delà des indicateurs d'accès traditionnels. Un exemple notable est la collaboration stratégique entre Hormuud Telecom et Save the Children Somalie, qui vise à améliorer la culture numérique et la connectivité des enfants et de leurs familles dans les zones mal desservies.<sup>37</sup> Cette initiative se concentre sur l'utilisation des technologies mobiles pour améliorer l'éducation, la diffusion d'informations sanitaires, les communications d'urgence et l'autonomisation des jeunes.

La Somalie ne dispose actuellement d'aucune loi spécifique sur la protection des enfants en ligne qui criminalise explicitement l'exploitation des enfants, le cyberharcèlement, les abus en ligne ou tout autre comportement préjudiciable spécifique aux enfants dans l'environnement numérique. Cependant, des cadres politiques antérieurs en

matière de TIC, tels que la Stratégie nationale en matière de TIC (2019-2024),<sup>38</sup> reconnaissent la nécessité de mesures de protection des enfants en ligne, bien que celles-ci fussent largement déclaratives et n'aient pas été codifiées dans la loi. Le gouvernement s'est engagé à élaborer une nouvelle politique globale des TIC dans les deux prochaines années, qui devrait aborder explicitement la protection des consommateurs et des enfants.<sup>39</sup> Toutefois, cet engagement, qui figurait dans un document stratégique dont la durée de validité expirait en 2024, n'a pas été mis en œuvre. Malgré ces progrès, des obstacles structurels subsistent. Des évaluations indépendantes soulignent que les communautés rurales, les femmes, les personnes handicapées et les minorités linguistiques continuent de bénéficier d'un accès significatif plus limité en raison de lacunes en matière d'infrastructures, du coût élevé des données et de compétences numériques restreintes.

Si la connectivité s'est améliorée, l'utilité et l'impact de l'accès sont inégaux, et de nombreux citoyens ne disposent pas de la formation et des capacités nécessaires pour utiliser efficacement les outils numériques à des fins d'éducation, d'emploi et d'engagement civique.<sup>40</sup>

37. Hormuud Telecom and Save the Children Somalia MoU: <https://hormuud.com/blog/hormuud-telecom-partners-with-save-the-children-somalia-to-bridge-digital-divide>

38. National ICT Policy Strategy: <https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2019/11/National-ICT-Policy-Strategy-2019-2024.pdf>

39. Strategic goals on consumer and child protection policy on page 17: <https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2019/11/National-ICT-Policy-Strategy-2019-2024.pdf>

40. Independent assessments: <https://eusee.hivos.org/assets/2025/07/Somalia-EE-baseline-snapshot-1.pdf>

## Fonds de service universel

La Somalie ne dispose pas encore d'un Fonds de service universel (FSU) opérationnel ni d'un Fonds d'accès universel officiellement établi dédié au subventionnement de la connectivité dans les zones rurales et mal desservies, un mécanisme que de nombreux pays utilisent pour combler les écarts en matière d'accès numérique. Le principe du service universel figure dans les cadres poli-

tiques historiques de la Somalie en matière de TIC et dans les documents de stratégie réglementaire, qui soulignent la nécessité de garantir que les services haut débit et vocaux atteignent les populations mal desservies.<sup>41</sup> Ces documents politiques définissent le concept de Fonds d'accès universel (UAF) destiné à soutenir l'accès aux TIC dans les zones rurales et mal desservies, mais ils n'indiquent pas qu'un fonds actif ait été mis en place ou financé.

## Conclusion

La trajectoire numérique de la Somalie en 2025 reflète des progrès significatifs parallèlement à des défis structurels persistants. La croissance rapide de l'accès à Internet, l'émergence de cadres pour l'IA et d'autres technologies, ainsi que la hausse de l'indice Score à 32 sur 60 soulignent le potentiel d'une politique cohérente, de l'innovation du marché et de l'engagement multipartite. Pourtant, les progrès restent inégaux, la connectivité ayant devancé la gouvernance, laissant des lacunes en matière d'application, de responsabilité et de protection des droits, tandis que l'inclusion numérique des

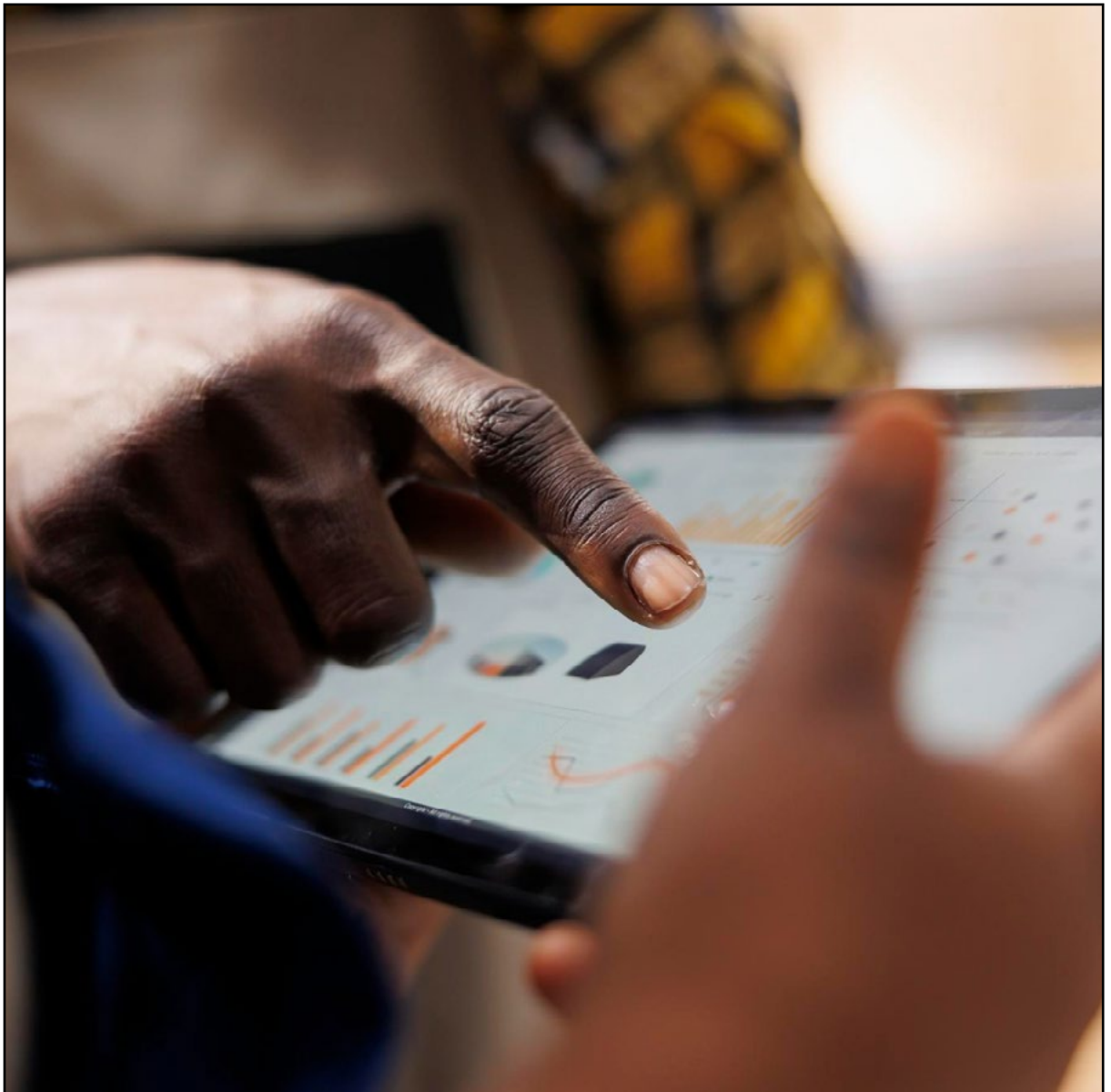
femmes, des communautés rurales, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés reste inégale. Des avancées institutionnelles telles que le Centre national somalien pour l'IA, la Stratégie de transformation numérique (2025-2030) et l'élaboration de la Stratégie nationale pour l'IA (2025-2030) témoignent d'une certaine ambition, mais leur impact dépendra de l'intégration, dès le départ, de garanties éthiques, de la protection des données et du respect des droits humains.

L'avenir numérique de la Somalie dépendra

41. The principle of universal service: [https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2025/08/Somalia-Digital-Inclusion-Policy\\_High-Level-Policy-document.pdf](https://moct.gov.so/en/wp-content/uploads/2025/08/Somalia-Digital-Inclusion-Policy_High-Level-Policy-document.pdf)

de la capacité à concilier politique et pratique, à investir dans des infrastructures et des compétences inclusives, et à établir des cadres fondés sur les droits et applicables, une collaboration soutenue entre le gouvernement, les régulateurs, la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux étant essentielle pour garantir un éco-

système numérique résilient, équitable et démocratique.



## Recommandations

Le gouvernement devrait:



- Renforcer l'application des lois existantes dans le domaine numérique, en particulier les cadres relatifs à la protection des données et à la cybersécurité, en allouant des ressources aux organismes de réglementation et en mettant en place des mécanismes de contrôle indépendants.
- Finaliser et mettre en œuvre la stratégie nationale en matière d'IA (2025-2030) en y intégrant des garanties explicites en matière de droits de l'homme, notamment des principes de transparence, de responsabilité, de non-discrimination et d'utilisation responsable des données.
- Intégrer des indicateurs d'inclusion numérique dans les politiques nationales de développement et les politiques en matière de TIC, en veillant à ce que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les communautés déplacées soient explicitement ciblées.
- Élaborer un cadre national pour la responsabilité des plateformes, comprenant des exigences de transparence en matière de rapports pour les demandes de modération de contenu adressées aux réseaux sociaux et aux plateformes numériques.
- Veiller à ce que les politiques relatives aux technologies émergentes et à l'IA intègrent les principes de liberté d'expression et de respect de la vie privée dès la conception, afin d'empêcher tout déploiement axé sur la surveillance ou discriminatoire.
- Promouvoir l'accès à l'information en imposant des obligations de transparence aux institutions publiques, en numérisant les archives publiques et en garantissant l'accès en ligne aux informations gouvernementales dans des formats accessibles et dans les langues locales.
- Adopter une loi spécifique sur la protection des enfants en ligne qui criminalise l'exploitation, les abus et les contenus préjudiciables visant les enfants, complétée par des mécanismes réglementaires garantissant l'application de la loi, la responsabilité des plateformes et des programmes nationaux d'alphabétisation numérique destinés aux enfants, aux parents et aux éducateurs.

### Le secteur privé devrait:



- Publier régulièrement des rapports de transparence détaillant les mesures de modération des contenus, les demandes de données et les perturbations du réseau affectant les utilisateurs en Somalie.
- Étendre la couverture du réseau au-delà des centres urbains commercialement viables en s'associant avec le gouvernement et les acteurs du développement par le biais de partenariats public-privé.
- Soutenir les écosystèmes d'innovation locaux en investissant dans le développement des compétences, la recherche et les programmes d'incubation, en particulier dans les domaines de l'IA, des services numériques et de la création de contenu.
- S'engager de manière constructive dans le dialogue politique et les processus réglementaires afin de garantir que l'innovation commerciale est conforme à l'intérêt public et aux obligations en matière de droits de l'homme.

### Les organisations de la société civile devraient :



- Investir dans la recherche et la narration axées sur les réalités locales et les expériences vécues, afin de faire entendre la voix des Somaliens dans les espaces régionaux et mondiaux de politique numérique.
- Plaider en faveur d'une mise en œuvre inclusive des politiques nationales en matière de TIC et d'IA, en veillant à ce que les communautés concernées soient pleinement associées aux processus décisionnels.
- Promouvoir les initiatives d'accès à l'information, notamment la défense des données ouvertes, l'archivage numérique et les projets technologiques d'intérêt public.
- Renforcer les connaissances en matière de droits numériques chez les journalistes, les militants, les femmes et les jeunes afin de favoriser une participation sûre et éclairée aux espaces civiques en ligne.

## Les médias:







- Surveiller, documenter et dénoncer publiquement les violations de la liberté d'expression, notamment les arrestations pour des propos tenus en ligne, les retraits de contenu et les restrictions imposées par les plateformes.
- Renforcer le journalisme d'investigation et indépendant tout en respectant les normes éthiques, afin de garantir la transparence et la responsabilité dans la couverture médiatique.
- Mener des campagnes de sensibilisation du public pour informer les citoyens sur leurs droits numériques, l'accès à l'information et les pratiques en ligne sécurisées.







# L'indice Score

Somalia, 2025



1. Totalement non conforme ; 2. Légèrement conforme : il s'agit d'une légère tentative de conformité avec les lacunes critiques ; 3. Modérément conforme : lorsqu'il existe des domaines à améliorer 4. Considérablement conforme : Domaines de réforme minimes ; 5. Entièrement conforme : Aucun souci

Indicator	ACHPR Principe	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
Coupures d'Internet	P38(2)			La Somalie n'a pas connu de coupure d'Internet à l'échelle nationale imposée par le gouvernement en 2025 et 2024. Les difficultés de connectivité rencontrées par le passé dans le pays étaient principalement dues à l'instabilité politique et à la fragilité des infrastructures de télécommunications, plutôt qu'à des restrictions délibérées de l'accès à Internet imposées par l'État.
Absence de mise en œuvre effective des lois, politiques et autres mesures visant à promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à Internet	P37			La Somalie a réalisé des progrès en adoptant des cadres juridiques et politiques tels que la Politique d'inclusion numérique (2025) et la Stratégie de transformation numérique (2025-2030) ; ces mesures en sont toutefois encore aux premiers stades de leur mise en œuvre et leur application reste limitée

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
Criminalisation des fausses informations	P22(2)			La criminalisation des fausses informations reste préoccupante en raison de dispositions légales qui criminalisent l'expression au titre d'infractions vaguement définies et qui sont appliquées par le biais de pratiques axées sur la sécurité. L'absence de définitions et de garanties claires permet une application discrétionnaire, ce qui contribue à l'autocensure chez les journalistes et les acteurs des médias.
Législation sur la sédition	P22(2)			Le Code pénal somalien contient des dispositions spécifiques qui criminalisent la sédition, ce que le rapport identifie comme une restriction importante à la liberté d'expression. Bien que ces lois visent à maintenir l'ordre public, leur formulation est souvent « vague », ce qui conduit fréquemment à des abus de la part des autorités.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)			Les rapports de suivi de Safe Reporters of Somalia (SRS) en 2025 ont documenté de multiples incidents d'intimidation, de détention et d'entrave à l'exercice des fonctions par les agences de sécurité et les autorités locales. Les forces de sécurité ont fréquemment pris pour cible des journalistes en confisquant leurs appareils électroniques, sans qu'aucune accusation formelle ni aucun contrôle judiciaire n'ait été exercé.

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
Législation sur la protection des données	P42			La Somalie a promulgué la loi sur la protection des données et mis en place une autorité dédiée à la protection des données (DPA) afin de préserver la vie privée des individus. En 2025, ces avancées juridiques fondamentales sont intégrées comme piliers centraux des stratégies nationales de transformation numérique et d'IA 2025-2030 du pays, afin de garantir un avenir technologique fondé sur les droits.
Suppression de contenus en ligne par le gouvernement	P38 and P39(4)			La Somalie affine son approche de la gouvernance numérique ; alors que le gouvernement a activement ordonné le retrait de contenus dans des situations politiquement sensibles, ces mesures s'inscrivent désormais dans le cadre plus large de la Stratégie de transformation numérique (2025-2030) et de la Stratégie nationale en matière d'IA.
Atteinte à la vie privée des communications	P41			L'utilisation continue de caméras de surveillance sans mécanismes de contrôle clairs a ébranlé la confiance du public et, bien que le gouvernement vise un avenir fondé sur les droits, l'absence actuelle de lois spécifiques et exhaustives en matière de surveillance signifie qu'il n'existe toujours pas de garanties juridiques solides contre la surveillance non autorisée

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
Non-divulgation d'informations sur les technologies numériques	P29(3)			La divulgation d'informations par le gouvernement est restée limitée en 2025 en raison de l'absence persistante d'un cadre opérationnel d'accès à l'information. Bien que le projet de loi sur l'information officielle ait été approuvé par le Conseil des ministres en 2024, il est resté en suspens devant le Parlement tout au long de l'année 2025, laissant l'article 32 de la Constitution provisoire inappliqué et restreignant l'accès aux informations détenues par l'État, y compris en matière numérique.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)			La Somalie a pris des mesures importantes avec l'élaboration de la stratégie nationale en matière d'IA (2025-2030) et la création du Centre national somalien pour l'IA (SNAIC) afin de coordonner la recherche, l'innovation et le renforcement des capacités dans le domaine de l'IA. Si ces cadres marquent des progrès vers une approche structurée, la stratégie est encore en cours d'élaboration et des lacunes subsistent en matière de mise en œuvre, de contrôle éthique et d'adoption sectorielle, ce qui signifie que le plein potentiel de l'IA pour la croissance économique, l'amélioration des services publics et les avantages sociétaux est encore en train de se concrétiser.
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur des en	P39(6)			La protection des enfants en ligne reste insuffisamment prise en compte dans le paysage politique et réglementaire numérique de la Somalie. Malgré l'utilisation croissante d'Internet chez les enfants, il n'existe aucun cadre juridique ou politique complet et spécifique aux

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
fants visant à promouvoir leur sécurité numérique et la protection de leur vie privée en ligne				enfants pour les protéger en ligne. Les engagements existants n'ont pas été mis en œuvre, et les mesures prises par le gouvernement pour faire face aux risques et à l'exposition à des contenus préjudiciables restent limitées. Bien que les acteurs de la société civile aient joué un rôle dans la sensibilisation à la sécurité numérique des enfants, ces efforts ne se sont pas encore traduits par une action gouvernementale coordonnée ou par un cadre national de protection des enfants en ligne.
Inclusion numérique	P37(3)			La Somalie a réalisé des progrès notables en matière d'inclusion numérique, marqués par l'adoption de la Politique d'inclusion numérique (2025), les avancées vers la Stratégie de transformation numérique (2025-2030), la création du Centre national somalien d'intelligence artificielle (SNAIC) pour coordonner la recherche et l'innovation, ainsi que des programmes ciblés visant à étendre la connectivité, la culture numérique et l'accès, reflétant une approche plus systématique en faveur d'un accès équitable. Toutefois, des défis subsistent en matière d'infrastructures, de mise en œuvre, de couverture rurale, d'accès pour les

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2024 Score	2025 Justification
				personnes handicapées et d'utilisation effective des services numériques, ce qui met en évidence les domaines nécessitant des investissements et une mise en œuvre continus.
Total (out of 60):	2024: 27	<b>2025</b> <b>32</b>		

Le score total de la Somalie pour 2025 s'élève à 32 sur 60, ce qui reflète des progrès mesurables dans le domaine des droits numériques par rapport à l'année précédente. Cette augmentation témoigne d'améliorations progressives dans l'orientation des politiques et les développements institutionnels. Toutefois, malgré cette tendance à la hausse, des lacunes subsistent, soulignant la nécessité de tirer parti des acquis actuels grâce à une mise en œuvre et une responsabilisation renforcées.



374 Borno Way, Yaba 101245, Lagos, Nigeria.  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)